

## Éditorial des représentants politiques du Grand Genève

**François Longchamp**, président, président du Conseil d'Etat du Canton de Genève

**Jacqueline De Quattro**, 2<sup>ème</sup> vice-présidente, conseillère d'Etat du Canton de Vaud

**Jean Denais**, 1<sup>er</sup> vice-président, président de l'ARC Syndicat Mixte

"Le Grand Genève est une agglomération transfrontalière de près d'un million d'habitants, pour 450 000 emplois, répartis sur 212 communes entre le Canton de Genève, le District de Nyon (Canton de Vaud) et les intercommunalités du Genevois français regroupés au sein de l'ARC Syndicat mixte. Nous avons en partage un même bassin de vie qui, au-delà des frontières cantonales et internationales, se définit par ses limites géographiques que sont le lac Léman, la chaîne du Jura et les pré-Alpes.

Le Grand Genève est une réalité, inscrite dans le quotidien des habitants. Chaque jour, ce sont plus de 70 000 frontaliers, 20 000 actifs ayant élu domicile en France et 15 000 salariés du District de Nyon qui traversent la frontière genevoise pour venir y travailler. Entre 2006 et 2011, le Grand Genève a accueilli plus de 15 000 nouveaux habitants par an, dépassant les projections démographiques les plus élevées.

Ce dynamisme et l'intensité des échanges au sein de l'Agglomération franco-valdo-genevoise nécessite une action politique commune pour, à la fois, maîtriser le développement de notre région et préserver les équilibres économiques, sociaux, environnementaux. En l'espace de 10 ans, nous avons réalisé des progrès importants, matérialisés par la signature de deux projets d'agglomération en 2007 et 2012, la création d'un GLCT dédié à la gouvernance du Grand Genève, l'installation du Forum d'agglomération pour le lien avec la société civile, la réalisation de plusieurs projets de mobilité et d'urbanisation, d'un projet agricole d'agglomération, des actions pour la qualité de l'air... Ce n'est qu'un début. En 2016, nous renforcerons nos actions par l'élaboration d'un Projet de territoire conçu et partagé par les acteurs publics et privés."

## Un projet de territoire pour le Grand Genève

En octobre 2015, le Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) Grand Genève a initié une démarche pour la réalisation d'un Projet de territoire à l'horizon 2016 – 2030, à l'échelle de l'Agglomération franco-valdo-genevoise. Cette réflexion a été finalisée à la fin de l'année 2015. Elle associe les élus du territoire, suisses et français, ainsi que la société civile transfrontalière organisée à travers le Forum d'agglomération du Grand Genève.

Le Projet de territoire sera un document de référence, à la fois réaliste et opérationnel, apportant de la cohérence et un cadre d'action aux politiques d'aménagement, de part et d'autre de la frontière et au sein du GLCT. La démarche correspond au fonctionnement du bassin de vie, où les territoires sont de plus en plus imbriqués, interconnectés et interdépendants. Elle s'appuie sur une volonté politique de travailler ensemble pour améliorer la qualité de vie du Grand Genève, malgré quelques difficultés dans la mise en

œuvre. Le Projet de territoire sera également un document de programmation pluriannuel d'investissements tenant compte des capacités financières des différents partenaires franco-valdo-genevois, marquées par un contexte budgétaire compliqué. Enfin, il permettra de répondre aux exigences de la Confédération suisse pour l'élaboration du Projet d'agglomération de troisième génération. Cette politique fédérale contribue à la structuration du Grand Genève. Elle permet le co-financement, par la Confédération, d'infrastructures de transports publics. Le projet d'agglomération permet également de fixer un certain nombre d'orientations en termes d'aménagement qui, aujourd'hui, sont prises en compte dans les documents réglementaires de part et d'autre de la frontière (SCOT, Plan directeur cantonal...), mais aussi dans le domaine de l'environnement (préservation des espaces, qualité de l'air, transition énergétique...). [Plus d'infos](#)



# ÉVÈNEMENTS

## Les prochains événements de la MOT :

Dans le cadre de l'exposition "Frontières" au Palais de la Porte Dorée à Paris, la MOT organise en 2016 :

- une conférence "Construire par-delà la frontière : la coopération territoriale en Europe", qui se tiendra le 27 février, en présence des auteurs de l'ouvrage "La coopération territoriale en Europe, une perspective historique" publié par la DG REGIO à l'occasion des 25 ans d'Interreg. [Programme et inscriptions](#)

- son assemblée générale et sa conférence annuelle, les 24 et 25 mai, sur le thème : "La frontière : une ressource pour les habitants des territoires frontaliers". [Plus d'infos](#)

## Autres événements :

Conférence annuelle du Centre for Cross Border Studies : "Bordering Between Unions: What Does the UK Referendum on Europe Mean for Us?", 18 et 19 février 2016 à Armagh (Royaume-Uni)

[Tous les événements](#)

## Chômeurs en France, inemployables en Suisse

**Fin 2015, le Groupement transfrontalier européen (GTE) a été alerté par les agences de travail temporaire en Suisse concernant la difficulté que rencontrent ces sociétés pour embaucher des chômeurs français en Intérim.**

En application d'un accord franco-suisse conclu en septembre 2006, un travailleur frontalier percevant des indemnités chômage en France et reprenant une activité en Suisse doit être soumis au régime de sécurité sociale français, dès l'instant où il bénéficie du maintien d'une partie de ses indemnités. Cet accord spécifique entre la France et la Suisse crée un problème insurmontable pour l'emploi des chômeurs frontaliers en Suisse. Le point de vue de Michel Charrat, président du GTE, trésorier de la MOT :

« La situation s'est encore durcie depuis le passage d'une majorité de frontaliers à la Sécurité sociale française. Les organismes français (CPAM notamment) peuvent désormais

mieux détecter les situations de double affiliation et ainsi, dès l'annonce d'une prise d'emploi temporaire, demander aux employeurs suisses (les agences de travail temporaire comprises) d'affilier leurs salariés frontaliers dans leur État de résidence et d'y verser les cotisations sociales correspondantes. Un surcoût et une gestion administrative alourdie qui rendent le frontalier intérimaire inemployable en Suisse.

Plusieurs milliers d'emplois sont ainsi menacés. Le Groupement transfrontalier européen a alerté les parlementaires frontaliers et les administrations françaises et saisi la représentante de la Commission européenne de ce dossier, lors de son déplacement à Bruxelles, le



Michel Charrat, président du GTE

vendredi 13 novembre dernier. Il s'agit là d'un exemple classique de distorsion entre un accord binational qui peut paraître juste et une application sur le terrain avec des conséquences concrètes que le législateur n'avait pas envisagées. Le problème découlant avant tout de l'écart du montant des charges appliqué sur le salaire entre les deux pays qui va du simple ou double. Pour parer à toute éventualité, certaines entreprises font signer à leur futur salarié frontalier un document précisant qu'il s'engage à rembourser l'entreprise au cas où elle serait affiliée à l'Urssaf. Il devient urgent de trouver une solution ! ».

[Plus d'infos](#)

## Une nouvelle présidente pour le Conseil du Léman



Le 3 décembre 2015, Jacques Melly, président du Conseil d'Etat valaisan, a transmis la présidence du Conseil du Léman à Virginie Duby-Muller, vice-présidente, déléguée à la coopération et aux affaires transfrontalières, du Conseil départemental de la Haute-Savoie, également vice-présidente de la MOT.

Elle en assure la présidence pour une période de deux ans. "Il est primordial - dans un contexte national et international parfois empreint de tensions et de replis - de renforcer la connaissance mutuelle de nos populations, de favoriser leur rapprochement à tous les niveaux. C'est pourquoi je mettrai au rang de mes priorités les actions en faveur de la jeunesse et de la culture. Je suis convaincue qu'en associant les jeunes à des projets collaboratifs et transfrontaliers, les populations de demain s'approprient davantage ce territoire, ses enjeux, ses besoins, et contribueront ainsi à son développement harmonieux. La jeunesse et la culture sont d'excellents vecteurs de cohésion sociale !" a-t-elle déclaré à cette occasion.

[Plus d'infos](#)

## Une plateforme transfrontalière dédiée aux entreprises au sein de la Grande Région

La plateforme "GreX" a été créée le 4 janvier 2016 afin d'apporter un soutien opérationnel à tout indépendant ou toute PME qui souhaite développer un partenariat économique dans la Grande Région.

Cette expérience pilote destinée à faciliter le business et les échanges transfrontaliers pour les petites entreprises est l'aboutissement d'un "conseil commun" des gouvernements belges et luxembourgeois, créé le 5 février 2015, pour amplifier la coopération transfrontalière entre PME. [Plus d'infos](#)

# ACTUALITÉS DU RÉSEAU

## Services aux membres du réseau : tous les

### "Bons-à-tirer" en ligne

Depuis sa création en 1997, la MOT a développé une expertise opérationnelle et juridique sur de nombreuses thématiques transfrontalières. Cette expérience est en premier lieu mise à disposition des adhérents.

La MOT a instauré en 2011 le service du "bon-à-tirer" (BAT) qui permet à chaque adhérent aux frontières françaises de bénéficier d'une journée de travail annuelle de l'équipe technique de la MOT. Aujourd'hui, elle met à disposition sur l'Espace membres de son site Internet les notes techniques produites dans ce cadre.

[Cliquez ici pour les consulter\\*](#)

Par exemple, parmi les derniers "BAT" réalisés : "Le système institutionnel belge", "Le cadre juridique et sanitaire des circuits courts agroalimentaires transfrontaliers", "Dispositions juridiques et analyse des compétences des collectivités territoriales françaises et de leurs groupements."

*\* En accès grand public : seule la liste est disponible.*

# ACTUALITÉS EUROPE

## Surmonter les obstacles à la coopération transfrontalière : la position de la MOT dans le cadre de la "Cross-border Review" de la DG REGIO



L'unité de coopération transfrontalière de la DG REGIO mène depuis septembre 2015 une initiative importante appelée "Cross-border Review" visant à analyser les obstacles administratifs et légaux qui persistent le long des frontières internes de l'Union européenne. Elle se structure autour de 3 séquences :

1. la réalisation d'une étude afin de dresser un inventaire critique des obstacles ;
2. une consultation publique (voir plus bas) ;
3. quatre ateliers d'experts (la MOT ayant participé aux deux premiers, en septembre 2015 et janvier 2016).

La consultation publique "Surmonter les obstacles dans les régions frontalières" menée entre septembre et décembre 2015 a recolté plus de 620 réponses, identifiant chacune trois obstacles et trois solutions. La MOT a sollicité l'ensemble de son réseau

pour y participer ; elle y a également répondu directement, ainsi qu'avec le réseau européen de la CECICN. Elle a mis l'accent sur trois groupes d'obstacles :

- les obstacles liés à la frontière séparant deux systèmes nationaux (politiques/ institutionnels, technico/ administratifs/ fonctionnels, économiques, etc.)
- les obstacles liés à la frontière séparant deux communautés (manque de liens individuels, de connaissance et vision partagées)
- les obstacles liés à la complexité des programmes européens et au manque de synergie avec les politiques locales, régionales et nationales.

Parmi les solutions, elle préconise notamment :

- une meilleure coopération entre les États et, dans chaque État, une meilleure prise en compte de l'impact des nouvelles législations sur les territoires transfrontaliers, ainsi qu'une plus grande mobilisation des élus nationaux

sur ces enjeux ;

- au plan européen, une prise en compte par les politiques sectorielles du fait transfrontalier, la poursuite des programmes Interreg sur toutes les frontières internes, et une meilleure intégration dans ces programmes des acteurs territoriaux (collectivités, groupements transfrontaliers, etc.), ainsi que la création d'outils européens pertinents comme celui proposé par la présidence luxembourgeoise en 2015 ;

- dans les régions frontalières, d'inciter les échanges entre les habitants par-delà la frontière, de favoriser la mobilité, d'encourager l'apprentissage de la langue du voisin, etc. afin de concourir au développement d'une citoyenneté transfrontalière et européenne.

Téléchargez la contribution de la MOT : [version courte](#) – [longue](#).

[Plus d'infos](#) sur le site de la DG REGIO.

## Tensions autour du pont de l'Öresund entre le Danemark et la Suède



Suite à la décision de la Suède d'instaurer, le 4 janvier 2016, des contrôles systématiques à toute personne venant du Danemark afin de maîtriser l'afflux de réfugiés, les 15 000 frontaliers qui font quotidiennement la navette en transport en commun entre les deux pays, empruntant le célèbre pont de l'Öresund, emblématique de la forte et ancienne intégration transfrontalière entre les deux pays, sont confrontés à de longues files d'attente quotidiennes. La Commission européenne lors d'une réunion à Bruxelles, le 6 janvier, avec les ministres danois et suédois de l'immigration tente de calmer les tensions engendrées entre les deux pays. [Plus d'infos](#)

## L'Union européenne va investir 1 milliard d'euros dans les régions situées le long de ses frontières extérieures

La Commission européenne a adopté une série de programmes de coopération transfrontalière s'élevant à un milliard d'euros et axés sur le développement économique et social des régions situées de part et d'autre des frontières extérieures de l'UE.

[Plus d'infos](#)

# REVUE DE PRESSE

## ▲ Schengen: les contrôles frontaliers s'étendraient jusqu'en 2017

**Le Figaro, 17 décembre**  
"Les contrôles aux frontières rétablis par plusieurs pays de l'espace Schengen - dont la France - pourraient se prolonger jusqu'à la fin de 2017 en raison de 'circonstances exceptionnelles', selon une recommandation soumise jeudi aux vingt-huit chefs d'État et de gouvernements de l'UE."

## ▲ Aux frontières européennes, bouchons, retards et autres tracasseries

**Le Monde, 19 janvier**  
"Le rétablissement des contrôles dans plusieurs pays de l'espace Schengen complique la vie des voyageurs transfrontaliers, et fait craindre des effets sur les économies."

## ▲ 8 500 Ardennais hospitalisés en Belgique

**L'Ardennais, 19 décembre**  
"Jeudi soir, lors du conseil municipal [...], l'un des points à l'ordre du jour concernait la révision du schéma régional d'organisation des soins, ce système qui permet notamment aux patients frontaliers de se faire soigner d'un côté ou de l'autre de la frontière. 'Le SROS soulève un problème au niveau des soins, [...] la relation est profondément déséquilibrée : en 2014, derniers chiffres connus, 19 patients belges se sont fait soigner en France alors que 8537 Ardennais ont franchi la frontière dans le sens inverse !'"

## ▲ Une Maison du Luxembourg pour les travailleurs transfrontaliers

**L'Est républicain, 29 décembre**  
"Thionville. 'La réalité nous prouve que cette structure répondait d'abord à un besoin' souligne Anne Grommerch. 'Il y a une forte demande en information'. La maire de Thionville qu'elle est, et l'ancienne travailleuse frontalière qu'elle fut peuvent, d'une même voix, défendre le bien-fondé d'un outil incontournable dans cette zone qui frappe à la porte du Grand-Duché et de ses 87.000 emplois proposés, chaque jour, aux Lorrains."

## ▲ Les échanges économiques demeurent les mêmes

**DNA, 19 décembre**  
"Le redécoupage des régions, et plus particulièrement le rattachement de l'Alsace à ses voisines, n'altère pas l'intérêt des entrepreneurs allemands pour leur voisin immédiat."

## ▲ La Haute-Savoie réforme ses fonds frontaliers

**Le Dauphiné libéré, 15 déc.**  
"Forcément, un bonus de près de 20 millions d'€, ça permet de mettre de l'huile pour changer les règles du jeu... 'Nous avons en effet profité de la hausse liée au taux de change pour faire les réformes [...]'. La première des deux, c'est que le département a réussi à octroyer près de 10 millions d'€ aux intercommunalités pour des projets importants pour les territoires, comme le tram d'Annemasse. La deuxième, c'est un nouveau comptage du nombre de frontaliers."

## ▲ Un observatoire transfrontalier de la santé

**20 Minutes, 20 décembre**  
"Les établissements hospitaliers du canton de Genève et de France voisine ont signé vendredi une convention pour partager leurs statistiques."

## ▲ MCABH, accélérateur de business entre Monaco et la Côte d'Azur

**Le Journal des Entreprises, 17 décembre**  
"Tisser des liens d'affaires entre les entreprises azuréennes et monégasques, tel est l'objectif de l'association Monaco Côte d'Azur Business Hub. 'Nous nous positionnons comme des consultants, des entrepreneurs moteurs et bienveillants qui facilitent la création de passerelles entre les deux territoires en présentant la bonne personne au bon projet afin d'accélérer les synergies!'"

## ▲ Création d'un GECT des vallées catalanes

**La Semaine du Roussillon, 24 déc.**  
"Pour la première fois un Groupement Européen de Coopération Territoriale est officialisé pour unir les communautés de communes du Vallespir et les communes catalanes de la vallée du Ter. L'idée est de s'unir pour un développement culturel et touristique commun."

## Publications d'Interact : une typologie des projets Interreg et un manuel de gestion de projet

Un rapport d'Interact dresse une typologie de 600 projets autour de 15 programmes Interreg. Il vise une meilleure capitalisation et constitue un support pour une future harmonisation des indicateurs d'Interreg.

[http://www.interact-eu.net/news/overview\\_of\\_interreg\\_projects\\_achievements/7/19884](http://www.interact-eu.net/news/overview_of_interreg_projects_achievements/7/19884)

Interact a également publié un manuel de gestion de projet, outil pratique pour les porteurs de projets pour la période de programmation 2014-2020. Articulé autour de chaque phase d'un projet (de sa conception à sa clôture), il fournit des conseils pratiques et des clés de réussites !

[http://www.interact-eu.net/news/new\\_publication\\_project\\_management\\_handbook/7/20161](http://www.interact-eu.net/news/new_publication_project_management_handbook/7/20161)

INTERACT Sharing Expertise

TYPOLOGY OF INTERREG PROJECTS  
Measuring main project achievements across Interreg programmes in 2007-2013



## L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière  
38, rue des Bourdonnais  
75001 Paris France  
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80  
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication :  
Jean Peyrony  
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.  
Page 1 : Grand Genève / Rezo.ch

Pour vous abonner :  
[www.espaces-transfrontaliers.eu](http://www.espaces-transfrontaliers.eu)

Suivez-nous sur twitter :  
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)



Sous le patronage de la Représentation en France de la Commission européenne



Commission européenne